

AGA 'INFOS

Club de réflexion et action

n°11

octobre 2016

Réfléchir avec notre club... pour agir utilement

En vue des élections nationales prochaines, le CA a souhaité qu'AGA s'adresse à ses adhérents et sympathisants pour réfléchir et nous mobiliser autour des questions de notre avenir commun, pas autour de tel ou tel candidat. Attachés à la pratique des multiples faces de la démocratie, nous voulons dégager une vision politique, instrument d'un retour de la mobilisation civique. Nous avons retenu cinq thèmes de réflexion:

Institutions, Action locale et citoyenne, Cohésion sociale, Travail aujourd'hui, Europe.

Il ne s'agit pas seulement de regarder comment se pose aujourd'hui la question des institutions, du travail, de la cohésion sociale...etc. Mais aussi de préciser les valeurs à défendre et les principales réformes à mettre en œuvre pour construire la base d'un nouveau contrat social : celui qui permettra aux citoyens de vivre ensemble dans la dignité.

Notre objectif est de parvenir à une grille d'analyse grâce à laquelle nous pourrons apprécier les programmes et promesses des différents candidats.

Dans cette démarche le CA d'AGA a travaillé sur « les institutions », un texte à présent affiché sur notre site internet. Nous allons aborder les autres sujets dans les prochaines semaines, soit :

- **Travail et emploi** : le vendredi 4 novembre à St Etienne 19h
- **Cohésion sociale** : le mercredi 23 novembre à Feurs 19h
- **Institutions locales** : le vendredi 16 décembre à St Etienne 19h
- **Europe** (même soirée) : le vendredi 16 décembre St Etienne 19h

Nous vous invitons cordialement, adhérents et sympathisants à participer concrètement à ces réflexions.

Faites-le nous savoir ; aga.loire@wanadoo.fr
le lieu sera précisé plus tard

Crise politique, crise institutionnelle : une exigence ?

La Constitution de la République a mal vieilli. Adoptée à l'époque d'une crise politique (la guerre d'Algérie, l'instabilité des changements de majorité), souvent réformée, mais toujours dans le sens de la présidentialisation, elle est désormais mise en cause par les citoyens alors que de nouvelles crises sont apparues et que nous avons collectivement du mal pour nous adapter : les deux crises se rejoignent. Les politiques à dominante « néo-libérale » qui se poursuivent depuis 30 ans produisent à la fois des dégâts socio-économiques et une profonde transformation de l'opinion de chacun. Et celle-ci s'exprime en contestations et manifestations publiques amplifiées par l'émergence de nouveaux médias, des réseaux sociaux, de la propagation instantanée de l'info.

Les relais associatifs et syndicaux ne se reconnaissent plus dans « la politique » et expriment souvent des positions étroitement liés à des intérêts de groupes. Les mouvements sociaux prennent des raccourcis pour contourner les institutions politiques et sociales, sommant les politiques d'agir dans le sens de leurs revendications, sans base politique claire. Le lien revendications-choix politiques est souvent fait grâce à une information médiatique diffusée par des canaux multiples, influant une base sociale difficile à nommer et identifier, avec le concours d'intellectuels médiatiques (de Zemmour à Alain Badiou!)... La sociologie se substituerait elle à la politique ?

L'expression des sentiments et des intérêts par chacun est chose utile. Mais des cadres institutionnels sont nécessaires pour faire des choix et des arbitrages, puis pour appliquer dans le respect de la Loi les décisions qui ne relèvent pas toutes de l'initiative citoyenne.

Ainsi émerge l'idée d'une VI^e République avec une nouvelle Constitution, tandis que se multiplient les exemples d'autres types de pratique démocratique et les Groupes et clubs qui s'en réclament. La note adoptée par le CA de notre club (cf le *site* d'AGA) donne un aperçu des positions très diverses envisagées. Celles-ci mettent en cause une *monarchie présidentielle*, la dérive oligarchique des Pouvoirs Publics (les copains de l'ENA, le pantouflage des hauts fonctionnaires) et la constitution d'une sorte de classe politique.

Il faut s'interroger sur les règles de droit à prévoir, mais plus encore et au préalable sur le fondement de nouvelles institutions : République et démocratie (« l'ancienne gauche républicaine se rêve en parti démocrate » disait R Debray), le mode d'exercice de la démocratie qui ne se réduit pas à la manière dont la loi est fixée (« le peuple n'existe pas indépendamment de cette construction de la représentation qui le constitue comme tel » dit M Revault d'Allones). Les propositions sur le sujet ne manquent pas : elles sont brièvement présentées dans le texte du CA. Elles sont souvent le fait de clubs ou associations, par la réflexion et/ou l'essai pratique, notamment dans des communes de petite taille [Saillans (26), Loos en Goëlle(59)]... et encore à Grenoble.

Changer de Constitution ? On peut certes accumuler des propositions de réformes ponctuelles (certaines nécessaires à l'évidence, comme le mode de scrutin, ou le cumul des mandats). Mais le chantier – qui n'est pas engagé - est très vaste et exige une réforme que partis et politiques ne semblent pas prêts à aborder... une sorte de révolution institutionnelle ? Sans doute, car elle devient une exigence de l'opinion publique autant qu'une nécessité.